

## À DÉFAUT D'APPLIQUER LA LOI DU 20 FÉVRIER 2006 DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

# Bouteflika annonce l'installation d'une commission nationale ad hoc !

**Le président de la République a prononcé mercredi à Alger une allocution à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire 2009-2010, allocution où il a annoncé notamment — à propos des aspects législatifs et réglementaires de la lutte contre la corruption — «l'installation d'une commission nationale ad hoc». Nombre d'observateurs considèrent cette déclaration comme un non-événement. Pourquoi un non-événement ? Parce que ce n'est pas la première fois qu'il y a des discours officiels de ce genre et qui ne sont pas suivis d'actes.**

**P**ourquoi une commission ad hoc ? Par définition (voir encadré ci-contre). Une commission ad hoc est destinée à répondre à un besoin ponctuel. Or, la lutte contre la corruption n'est pas une affaire ponctuelle : ce sont des actions de longue durée. Et puis les propos du chef de l'Etat sont trop vagues et imprécis : il ne dit rien sur cette future «commission nationale ad hoc». Quand sera-t-elle installée ? Quel sera son mandat ? Et qui définira ce mandat ? Quelles seront ses missions ? Sa composante ? Il faut préciser que ce projet n'est pas prévu par la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption (voir *Journal officiel* du 8 mars 2006), loi qui a plutôt prévu la mise en place d'un «organe gouvernemental de prévention et de lutte contre la corruption». Du coup on est en droit de se poser la question : est-ce que l'on crée une «commission ad hoc» pour éviter de mettre en place l'«organe gouvernemental de prévention et de lutte contre la corruption» prévu par la loi du 20 février 2006 et dont la composante a été annoncée par décret présidentiel du 22 novembre 2006 (voir *Journal officiel* du 22 novembre 2006) : cela fait plus

de 3 ans et demi que les Algériens soucieux que la corruption recule attendent l'installation de cet «organe». Qu'est-ce qui empêche le chef de l'Etat de rendre effective l'installation de cet «organe» ? Soit le chef de l'Etat n'a pas les mains libres pour le faire — hypothèse peu probable à nos yeux — soit il ne veut plus entendre parler de cet «organe» prévu par la loi.

Pour rappel, le président Zeroual avait créé en 1996 l'Observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption (ONSPC, une instance gouvernementale) :

Bouteflika a dissous cet observatoire en 2000 ! Aujourd'hui la Cour des comptes a subi de fait le même sort. Visiblement, du côté du pouvoir, on ne veut pas qu'existent des organes gouvernementaux contre la corruption qui lui échapperaient. Pour Bouteflika, une «commission nationale ad hoc» peut être créée et dissoute sans aucune contrainte législative et réglementaire : il peut y nommer qui il veut et il peut lui donner les missions qu'il veut. Une commission de ce genre servirait d'une part d'épée de Damoclès contre tous les «corrompus» potentiels nichés dans les institutions de l'Etat, et, d'autre part, serait une réponse

en direction de l'opinion publique par rapport à la multiplication ces derniers temps des affaires de corruption abondamment médiatisées.

### Il était une fois la Convention des Nations unies

A travers une «commission nationale ad hoc», il peut aussi exclure la participation de représentants d'associations anti-corruption et de la société civile, ce que prévoit l'«Organe national de prévention et de lutte contre la corruption» (décret du 22 novembre 2006). Et puis ses déclarations à l'ouverture de l'année judiciaire sont contradic-

toires : il évoque l'application de la loi pour lutter contre la corruption, alors que nombre de dispositions de la loi du 20 février 2006 ne sont pas appliquées et que le décret présidentiel du 22 novembre 2006 à propos de «l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption» est resté lettre morte ! Autre contradiction : dans son discours, il évoque le respect par l'Algérie des «traités et des instruments internationaux». Or, en annonçant la mise en place d'une «commission nationale ad hoc», il fait fi de ces «traités et ces instruments internationaux», notamment la Convention des Nations unies de 2003 contre la corrup-

tion ainsi que celle de l'Union africaine de 2003, conventions toutes deux ratifiées par l'Algérie et qui prévoient la création d'une Agence gouvernementale contre la corruption, agence qui doit être indépendante ! Tout cela confirme encore une fois, si besoin était, l'absence de volonté politique au plus haut niveau de l'Etat à lutter contre la corruption.

Il est à craindre que dans les semaines à venir l'on assiste à une intensification des luttes intestines au cœur du pouvoir par affaires de corruption interposées. La culture des règlements de comptes a encore de beaux jours.

Djilali Hadjadj

## De la notion d'effectivité des lois

Face à la multiplication des affaires de corruption, de nombreux pays ont adopté des lois spécifiques destinées à la lutte contre le phénomène. L'élaboration et l'application de ces lois posent des problèmes. La question de l'effectivité des lois se pose avec acuité.

Il ne suffit pas en effet d'élaborer une loi et de la faire voter, encore faut-il en assurer une application équitable et effective conformément à la philosophie qui sous-tend la notion d'Etat de droit.

Le dispositif légal contre la corruption doit être compris comme l'ensemble des textes ayant pour vocation spécifique de prévenir et de réprimer la corruption, mais aussi la réglementation destinée à assurer la transparence, voire les textes qui consacrent la démocratie et garantissent les droits fondamentaux des citoyens. Dans nombre de pays, les affaires de grande corruption impliquant des autorités du pouvoir exécutif, des élus, des hauts fonctionnaires et des patrons de grandes entreprises se sont multipliées ces dernières années.

Cette situation qui minait la démocratie et menaçait la stabilité des institutions a amené les gouvernements à faire voter des lois spécifiques contre la corruption.

C'est souvent à la suite d'alternances politiques que des lois spéciales de lutte contre la corruption ont été édictées et parfois abusivement utilisées à des fins de règlements de comptes politiques.

Paradoxalement, l'adoption de lois anticorruption n'empêche pas les initiateurs desdites lois de faire voter des lois d'amnistie taillées sur mesure pour s'assurer une retraite politique paisible.

S'il suffisait de lois répressives pour venir à bout de la corruption, celle-ci n'existerait plus. Il est impératif d'assurer l'effectivité des lois et leur application par des institutions judiciaires fiables.

La volonté politique du pouvoir exécutif et la culture d'intégrité de la magistrature sont indispensables à cet effet. Sans une véritable volonté politique, les lois anti-corruption restent lettre morte.

D. H.

## La justice française refuse d'ouvrir une enquête dans l'affaire africaine des «biens mal acquis»

La Cour d'appel de Paris a refusé, jeudi 29 octobre, qu'un juge d'instruction enquête sur l'affaire dite des «biens mal acquis» présumés par les présidents du Gabon, du Congo et de Guinée équatoriale et de leur entourage. Une juge au pôle financier de Paris avait donné en mai dernier (voir *Le Soir d'Algérie* des 11 et 18 mai 2009) son feu vert à l'ouverture d'une enquête mais le parquet avait fait appel de la décision, estimant que le plaignant n'avait juridiquement pas d'intérêt à agir. Suivant l'avis du parquet, la chambre d'instruction a infirmé l'ordonnance du juge au pôle financier de Paris : justifiant sa

décision, la chambre a estimé que la section française l'ONG anti-corruption, Transparency International, n'a subi aucun préjudice personnel direct de la corruption qu'elle entend dénoncer.

Transparency France qui a d'ores et déjà annoncé son intention de se pourvoir en cassation estime que «le combat mené jusqu'ici aura de toute évidence permis de briser un tabou sur la question des avoirs illécites en provenance des pays du Sud qui trouvent refuge dans ceux du Nord».

Pour rappel, une enquête de la police française en 2007 avait en effet recensé en France tren-

te-neuf propriétés et soixante-dix comptes bancaires détenus par Omar Bongo et ses proches, vingt-quatre propriétés et cent douze comptes bancaires pour la famille Sassou-Nguesso, et des limousines de luxe achetées par la famille Obiang.

Les plaignants estiment que ces biens n'ont pu être acquis qu'avec de l'argent détourné : pour eux, «il n'y a aucun doute sur le fait que ce patrimoine n'a pu être constitué grâce aux seuls salaires et émoluments de ces chefs d'Etat au sujet desquels il existe de sérieuses présomptions de détournements de fonds publics». Affaire à suivre.

LSC

## Extraits choisis du discours présidentiel

Nous publions ci-dessous des extraits du discours présidentiel, relatifs aux questions de corruption.

«(...)Grâce à cet esprit de justice que se consolide la conscience qu'on a de l'intérêt national suprême du pays et c'est par son truchement que la société transcende les maux qui assombrissent le quotidien des citoyens, ces maux qui freinent son progrès et son développement tels l'égoïsme, le népotisme, la corruption, le pillage, l'agression et le viol. Transcender ces maux, c'est s'éloigner de cette situation de conflits qui impose à l'homme de réclamer justice. Ces réflexions me conduisent à évoquer les actions de l'autorité judiciaire pour combattre les crimes de corruption et rappeler les garanties d'un jugement équitable que la réforme de la justice offre en Algérie, avec toutes les normes reconnues dans les conventions et traités internationaux.

Grande est notre détermination à lutter contre la corruption sous toutes ses formes et ses manifestations. Nous avons élaboré des mécanismes législatifs et réglementaires qui seront bientôt renforcés par l'installation d'une commission nationale ad hoc. La justice et les lois de la République seront appliquées à toute personne rendue coupable de faits de corruption.»...

Fin de citation.

### Qu'est-ce qu'une commission ad hoc ?

«Ad hoc» est une locution latine adjectivale, invariable, qui signifie «qui va vers ce vers quoi il doit aller», c'est-à-dire formé dans un but précis, impromptu, qui convient à un usage spécifique, destiné expressément à cet usage. «Ad hoc» veut dire aussi «approprié», «qui convient le mieux». Une commission ad hoc est donc destinée à répondre à un besoin ponctuel.